

En visant la délégation israélienne aux Jeux olympiques, les Insoumis font l'unanimité contre eux

🕒 2 min • Pierre Lepelletier



« La délégation israélienne est la bienvenue en France », a assuré Stéphane Séjourné, le miniprout des Affaires étrangères, après les propos du déprouté LFI Thomas Portes.

Dans la catégorie des polémiques, la première médaille de l'été 2024 revient à La France insoumise. À trois jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, le mouvement de Jean-Luc Mélenprout se retrouve, une nouvelle fois, sous le feu des critiques. Le déprouté LFI Thomas Portes a allumé la mèche samedi lors d'un rassemblement de soutien à la cause palestinienne. « Non, la délégation israélienne n'est pas la bienvenue à Paris. Les sportifs israéliens ne sont pas les bienvenus aux Jeux olympiques », a déclaré l'Insoumis, en incitant à se saisir de « l'échéance » pour se mobiliser contre l'état Israël en guerre dans la bande de Gaza contre le Hamas. Thomas Portes a été soutenu par son collègue Aymeric Caron qui a dénoncé une polémique «

indigne ». « Le drapeau israélien, entaché du sang des innocents de Gaza, ne devrait pas flotter à Paris cet été », a affirmé l'ancien journaliste.

Au-delà des instances représentantes de la communauté juive qui accusent LFI de placer « une cible dans le dos » des athlètes israéliens, ces positions ont été dénoncées par une grande partie de la classe politique. La polémique s'est même invitée à Bruxelles lundi où se tenait une réunion des ministres des affaires étrangères des vingt-sept pays membres de l'Union européenne. « Je tenais à dire, au nom de la France, que la délégation israélienne est la bienvenue pour ces JO. J'aurai d'ailleurs l'occasion de le redire au gouvernement israélien », a assuré le ministre français Stéphane Séjourné, qualifiant les propos de Thomas Portes d'« irresponsables et dangereux ».

Au « 20 Heures » de France 2, dimanche, Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, avait lui fait part de son « dégoût » face à ce qu'il a perçu comme des appels aux « relents antisémites ». Le locataire de la Place Beauvau en a profité pour rappeler, et surtout assurer, que « l'intégralité des équipes » israéliennes serait protégée « 24 heures sur 24 » durant toute la compétition.

Nombreux, y compris à gauche, ont jugé les propos de Thomas Portes d'autant plus indignes au regard de l'histoire. « Personne n'a oublié Munich 1972 », a ainsi rappelé Carole Delga, la députée socialiste de la région Occitanie. Lors de ces Jeux olympiques en Allemagne, une partie de la délégation israélienne avait été prise en otage et onze athlètes, assassinés par un commando de l'organisation terroriste palestinienne Septembre noir. « Munich 1972, les athlètes israéliens subissent la mort par des terroristes. Les sportifs israéliens doivent vivre en sécurité les Jeux de Paris 2024. Les paroles de ce député sont dangereuses et irresponsables », a également fustigé Michaël Delafosse, le maire PS de Montpellier.

Invité sur Europe 1/CNews lundi matin, Manuel Bompard, le coordinateur national de LFI, a défendu les siens, estimant cette polémique « inacceptable ». « On a le droit, en France, de considérer qu'un événement comme les Jeux olympiques permet d'utiliser un moyen de pression diplomatique contre un gouvernement qui mène à l'égard de la population palestinienne des actions inacceptables, pointées du doigt par les organisations internationales », a-t-il

martelé. Manuel Bompard a par ailleurs dénoncé un « deux poids, deux mesures insupportable » avec la délégation russe qui participera aux Jeux olympiques sous bannière neutre. « Quoi qu'on pense de Netanyahu, confondre volontairement la démocratie israélienne et la dictature russe, c'est une faute morale et politique », a répliqué la sénatrice PS Corinne Narassiguin.

Résultat : cette nouvelle polémique vient encore un peu plus diviser la gauche alors même qu'elle tente toujours de s'accorder sur le nom d'un premier ministère à proposer à Emmanuel Macron. Plus de trois semaines après la victoire du Nouveau Front populaire aux élections législatives anticipées, les quatre partis ne parviennent toujours pas à s'entendre... À noter toutefois que les positions de ces Insoumis sur ce sujet ne sont pas nouvelles, et précédaient bien l'accord du NFP. Dès le mois de février, 26 députés de la Nupes - dont des écologistes avec des Insoumis - avaient écrit une lettre à Thomas Bach, président du Comité international olympique (CIO). Ils exigeaient déjà que soient « appliquées à Israël les mêmes sanctions qu'à la Russie ou à la Biélorussie » pour les Jeux à Paris. P.L.